



UN Photo/Ky Chung

Lundi, 8 septembre 2014 – Goma, Nord Kivu (RDC) – Comme tous les jours de la semaine depuis plusieurs mois déjà, les habitants du Nord Kivu se réveillent avec une préoccupation, vitale : les difficultés d'accès à l'eau potable.

La RDC, région entourée d'innombrables lacs et fleuves présente d'énormes potentialités hydriques. Malgré ces atouts, la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord Kivu, est en proie à une pénurie d'eau ayant de grandes conséquences dans la vie des Congolais du Nord Kivu en général et dans celle des femmes de Goma en particulier.

Les Bénéficiaires du projet de Plaidoyer pour les Droits Humains et les Libertés Fondamentales élaborent un plan pour dénoncer auprès des autorités locales ce qu'elles considèrent comme une violence basée sur le genre en utilisant les outils dont ils ont bénéficié tout le long du projet financé par l'Union Européenne et Onu Femmes.

Désormais familiers aux notions de droits humains et de libertés fondamentales et aguerris aux techniques de plaidoyer appuyés par

l'équipe de Femmes Africa Solidarité en RDC, les bénéficiaires grâce à la formation dispensée par FAS, ont tenu des réunions périodiques pour mettre en place un plan d'action en 3 phases :

1- L'activisme. Il s'agit pour eux de s'approprier les préceptes de l'article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipulant que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation... » ; et que d'ailleurs « les peuples ont la liberté de disposer de leurs richesses et de leurs ressources naturelles ».

2- L'identification des problèmes. Les membres du groupe cible ont recensé de manière exhaustive les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes à cause du manque d'eau. Ils ont ainsi évoqué :

- La pénibilité : le réveil très matinal et le transport de lourds bidons remplis d'eau sur de longs trajets ;
- La survenue de règles précoces chez la jeune fille qui dès l'âge de 4 à 5 ans commence à porter des bidons ;
- Le risque sécuritaire : la fréquence des accidents routiers, les noyades des enfants qui vont puiser de l'eau dans les rivières, les jeunes adolescentes qui utilisent la recherche d'eau comme alibi pour sortir de chez elles sans surveillance sans parler des viols récurrents dus au fait que les femmes cherchent l'eau à des heures tardives
- Le risque sanitaire : l'utilisation d'eaux usées pour la toilette intime des femmes avec comme conséquence l'apparition d'infections génitales, hâtivement interprétée par le conjoint comme la preuve de l'infidélité de sa compagne. Il s'en suit souvent des tensions dans le couple voire la répudiation. D'autres maladies surviennent également comme les MST, la dysenterie, la diarrhée, la stérilité secondaire, le choléra, la typhoïde, les troubles névrotiques dus au manque de sommeil chez la femme constamment à la recherche d'eau, etc.

3- Le plaidoyer. Il a pris différentes formes selon la nature de la cible

- des visites de proximité pour sensibiliser les populations locales sur les risques encourus à consommer l'eau non potable
- des rencontres avec des institutions internationales qui travaillent sur le problème de l'eau telles que Oxfam, Mercy Corp, Unicef, etc.
- la rédaction d'une pétition avec un objectif de plus de vingt mille signatures
- une rencontre de haut niveau avec le gouverneur du Nord Kivu pour déposer leur mémorandum
- l'implication des réseaux des journalistes pour les inciter à débattre sur le thème du manque d'eau sur les médias à forte audience comme la radio et la télévision.